

## Burundi : Mobilisation après l'arrestation du patron de la RPA

Jeune Afrique, 27/01/2015 Burundi : sur les pas de Bob Rugurika, journaliste emprisonné à Muramvya Par Olivier Caslin, envoyé spécial Bob Rugurika, journaliste burundais et directeur de la Radio publique africaine (RPA), est à l'isolement au pénitencier de Muramvya. Il est accusé d'avoir publié l'interview d'un homme qui prétend avoir participé à l'assassinat des trois religieuses italiennes en septembre 2014. Reportage sur place où la mobilisation pour obtenir sa libération ne faiblit pas.

Depuis le 20 janvier et l'arrestation du journaliste Bob Rugurika, les rédactions de Bujumbura sont en émoi. Ce n'est bien sûr pas la première fois que le pouvoir burundais du président Pierre Nkurunziza emprisonne un journaliste, mais l'incarcération du directeur de la Radio publique africaine (RPA), l'un des principaux organes de presse privés du pays, quelques mois des élections législatives (26 mai) et présidentielle (26 juin), fait craindre le pire chez ses confrères. Convoqué par le procureur de la République pour s'expliquer sur la diffusion quelques jours plus tôt, sur les ondes de la RPA, de l'interview d'un homme prétendant avoir participé à l'assassinat en septembre 2014 à Bujumbura de trois religieuses italiennes pour le compte des services de renseignement burundais, le journaliste est poursuivi, après plus de sept heures d'interrogatoire, pour "violation du secret de l'instruction", "recel de criminel" et surtout "complicité d'assassinat". Une peine qui peut valoir jusqu'à vingt ans de prison pour Bob Rugurika, expédié dans la foule derrière les barreaux de la prison centrale de Mpimba. Dès le lendemain, l'ensemble des patrons de la presse indépendante du pays décide de rendre visite à l'illustre détenu. Rendez-vous est pris pour midi devant les portes de Mpimba, lorsque la nouvelle se diffuse comme une traînée de poudre à travers la capitale : Bob Rugurika a été transféré dans la matinée. Un pick-up banalisé, sans plaque d'immatriculation et chargé d'une demi-douzaine de policiers, a été vu quittant la prison et roulant à tombeau ouvert vers une destination inconnue. Direction Muramvya Grèce à la mobilisation de l'association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh), il apparaît rapidement que le véhicule a pris la direction du centre de détention de Muramvya, situé à une trentaine de kilomètres de Bujumbura et connu pour incarcérer un certain nombre de prisonniers politiques, loin des regards et des rassemblements de soutien de la capitale. "Mes informateurs au sein de Mpimba m'ont immédiatement téléphoné", déclare Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Aprodh, lui-même incarcéré pendant plusieurs mois en 2014, pour atteinte à la sûreté de l'état. Une heure plus tard, Bob Rugurika est effectivement placé en cellule d'isolement à Muramvya. "Un régime disciplinaire réservé uniquement aux détenus coupables de mauvais comportement à l'intérieur même de la prison", s'insurge Fabien Segatwa, l'un des deux avocats du journaliste. Le vendredi 22 janvier, alors que les brumes matinales commencent à peine à s'élever au-dessus du lac Tanganyika, un convoi s'ébranle et sort de la capitale. À son bord, les directeurs des principaux organes de presse indépendants du pays, quelques observateurs de la mission locale de l'ONU, ainsi que la famille et les proches du patron de la RPA. L'objectif est le même que la veille : "Nous voulons voir Bob, l'assurer de notre soutien et faire comprendre au pouvoir politique qu'il n'est pas le plus fort", s'emporte l'un de ses confrères. La visite s'annonce pourtant difficile. À peine arrivé dans la petite localité de Muramvya, la délégation croise les avocats qui viennent de se faire refouler de la prison sans avoir vu leur client. "Le directeur exige une autorisation écrite du procureur", lance l'un des défenseurs. Après quelques minutes de concertation, la vingtaine de voitures reprend pourtant la route en direction du centre de détention en briques rouges construit aux limites de la petite ville. Derrière une simple barrière en bois, une dizaine de policiers, fusils automatiques à la main, interdisent d'aller plus loin. La foule s'amasse devant eux et aux journalistes de la capitale arborant tous un foulard vert en signe de ralliement, s'ajoute la population locale, plus curieuse que volontiers concernée. Après une bonne heure passée sous un soleil de plomb et plusieurs coups de téléphone avec Bujumbura, les observateurs onusiens, la famille et les confrères vont se succéder aux côtés du journaliste, confiné pour l'occasion dans le bureau du directeur du pénitencier. Nadia, son épouse, sort dans la cour centrale, un sourire triste sur les lèvres. Apaisée, elle est heureuse "d'avoir pu s'asseoir quelques instants à ses côtés et de voir qu'il va bien". "Vous allez m'excuser ou quoi ?" En contrebas, derrière la grille principale, s'entassent les autres détenus, les yeux grands comme des soucoupes, au milieu des odeurs de viande grillée et de charbon de bois éblouissantes. À l'intérieur, la pénombre contraste avec la lumière aveuglante qui dehors écrase la latérite. Bob est là, assis sur un banc, souriant et habillé de la même toile verte grossière que celle dans laquelle ont été taillés les rideaux. Il n'est pas menotté, ne l'a jamais été, même pendant son transfert. Il est content de voir ses amis et surtout soulagé d'être encore en vie. "J'ai tellement eu peur hier", confesse le prisonnier. Le directeur de la prison de Mpimba lui avait dit qu'il partait pour une nouvelle audition au parquet, "mais je me suis inquiété lorsqu'il m'a demandé de prendre toutes mes affaires avec moi". Très vite, ses soupçons se confirment lorsqu'il réalise que lui et son escorte prennent une autre route. "Vous allez m'excuser ou quoi ?", demande-t-il alors aux policiers, qui préfèrent garder le silence. L'un d'eux allume la radio et capte la RPA au moment même où ses collègues annoncent son départ de Bujumbura. "J'ai alors compris que tout le monde savait ce qu'il se passait et cela m'a un peu tranquillisé". Une fois arrivé à Muramvya, il est immédiatement isolé dans un cachot "de deux mètres sur quatre et sans fenêtre". Il y était encore avant que le directeur assure avoir reçu des ordres de la capitale, "pour alléger ses conditions de détention et le faire changer de cellule dans les 24 heures". Il a droit à une radio, espère maintenant recevoir quelques livres. Une chose le trouble toutefois encore : tous les documents officiels concernant son incarcération comme son transfert sont datés du 20 janvier, soit le jour même de sa convocation. Le temps des élections Il attend maintenant de bénéficier d'une libération conditionnelle dans les quinze jours. Sans certitude aucune, surtout que le ministre public a posé ses conditions. Il faut que la personne interviewée soit mise à la disposition du parquet, "alors Bob sera mis en liberté provisoire la minute même", a déclaré ce week-end Agnès Bangiricenge, la porte-parole de la justice burundaise. En attendant, ses collègues le rassurent et annoncent qu'ils vont se relayer pour le visiter chaque jour le temps que durera sa détention. "Nous allons rester très vigilants et faire en sorte de toujours garder le contact avec le prisonnier", assure Antoine Kaburahe, le directeur des publications

du groupe de presse Iwacu. Reste à savoir combien de temps va durer cette incarcération. "Il est fort probable qu'il le garde jusqu'au début du processus électoral", craint un observateur. Soit jusqu'au 26 mai, date des prochaines législatives et véritable coup d'envoi de la présidentielle, prévue un mois plus tard.